Gestion de fonds, gérants de fortune indépendants et licences : conséquences pratiques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Pour les clients

Un client qui confie des avoirs à un gestionnaire singapourien devrait d'abord vérifier son statut réglementaire. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) publie un répertoire des établissements financiers et un registre des représentants, qui indiquent si une société détient une licence et quelles personnes sont désignées pour agir en son nom.[1] Le client devrait également vérifier si la société dispose d'une assurance responsabilité civile professionnelle, puisqu'un gestionnaire A/I doit indiquer s'il en a une.

La documentation contractuelle mérite la même attention. La procuration limitée devrait exclure les transferts à des tiers, et le mandat devrait définir avec précision la stratégie et les restrictions. La clause relative aux honoraires devrait couvrir tous les paiements que reçoit le gestionnaire. Le client devrait aussi comprendre qu'en adhérant au statut d'investisseur qualifié (accredited investor), il renonce à une

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

partie de la protection offerte aux investisseurs de détail. Ce choix convient à la plupart des clients fortunés des gérants de fortune indépendants, mais il devrait être fait en connaissance de cause.

Pour les gestionnaires

Une société qui souhaite s'établir comme gestionnaire à Singapour doit prévoir un examen pouvant durer jusqu'à six mois pour un dossier complet, et davantage pour un dossier complexe ou incomplet, puis jusqu'à six mois pour remplir les conditions de l'accord de principe. Il lui faut dès le premier jour une équipe qui satisfait aux exigences de compétence, un plan d'affaires crédible, de véritables bureaux et une structure d'actionnariat dans laquelle les dirigeants contrôlent la société. Elle doit ensuite vivre avec des obligations permanentes : déclarations, notifications des changements, audits annuels, garde et évaluation indépendantes, et un programme de conformité porté par le directeur général. Les sociétés issues du régime d'enregistrement ont appris que la MAS examine la conduite autant que les documents.

Liste de contrôle pour les praticiens

- Confirmer que le gestionnaire détient une Capital Markets Services Licence (licence CMS) pour la gestion de fonds, identifier sa catégorie (détail, A/I ou capital-risque) et vérifier toute condition de licence, comme un plafond d'actifs sous gestion hérité de l'ancien régime d'enregistrement.
- Vérifier que chaque client servi par un gestionnaire A/I atteint les seuils applicables aux investisseurs qualifiés, a adhéré au statut par écrit et fait l'objet d'un réexamen périodique.
- Vérifier que le directeur général et les administrateurs exécutifs résident à Singapour, remplissent les exigences d'expérience et détiennent une participation de contrôle lorsque la société n'appartient pas à un groupe établi.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Confirmer la garde indépendante auprès d'une banque ou d'un dépositaire dûment autorisé et l'évaluation indépendante par un tiers ou par une fonction séparée.
- Examiner le contrat de gestion, la procuration limitée et la convention de collaboration avec la banque dépositaire, y compris l'exclusion des paiements à des tiers.
- Obtenir une déclaration écrite de tous les honoraires, rétrocessions et autres paiements que le gestionnaire reçoit en lien avec le compte.
- Identifier la personne responsable de la conformité, vérifier qu'elle est indépendante du front office et, en cas de recours à un prestataire externe, examiner ses qualifications, sa présence et l'étendue de sa mission.
- Confirmer le respect de la Notice SFA 04-N02 et la coordination des obligations de vigilance avec la banque dépositaire.
- Vérifier l'assurance responsabilité civile professionnelle et les dispositions de continuité pour le cas où le fondateur deviendrait indisponible.

Notes

1. Monetary Authority of Singapore, Financial Institutions Directory, eservices.mas.gov.sg/fid, et Financial Institution Representatives Register, eservices.mas.gov.sg/rr (tous deux consultés en novembre 2026). ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.